

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), France Desautels, CPA, trésorière, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de McMasterville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 19 août 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de McMasterville

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de McMasterville (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la ville doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations - Informations comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 23 des états financiers, qui indique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ont été retraitées. Les états financiers de la ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 (avant les ajustements effectués aux fins du retraitement de certaines informations comparatives décrits dans la note 23) ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 5 juin 2023. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 19 août 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
				Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	8 038 451	8 084 590	7 478 549
Compensations tenant lieu de taxes	2	279 018	280 427	282 488
Quotes-parts	3			
Transferts	4	422 230	846 505	189 597
Services rendus	5	575 381	688 491	620 905
Imposition de droits	6	397 531	1 807 140	993 305
Amendes et pénalités	7	165 776	145 062	115 822
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	117 839	250 239	154 660
Autres revenus	10	43 532	2 009 276	38 246
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	10 039 758	14 111 730	9 873 572
Charges				
Administration générale	14	1 862 241	1 858 247	1 667 934
Sécurité publique	15	2 131 502	2 245 038	2 133 541
Transport	16	1 885 045	1 903 756	1 766 986
Hygiène du milieu	17	2 291 703	2 239 256	2 206 108
Santé et bien-être	18	12 822	13 072	12 470
Aménagement, urbanisme et développement	19	534 379	580 996	454 454
Loisirs et culture	20	2 161 190	2 386 780	2 034 218
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	422 600	439 577	394 790
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	11 301 482	11 666 722	10 670 501
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 261 724)	2 445 008	(796 929)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 752 163	27 531 523
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		456 810	474 379
Solde redressé	28		27 208 973	28 005 902
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		29 653 981	27 208 973

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 199 545	2 877 611
Débiteurs (note 5)	2	6 067 401	5 321 612
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	12 750	10 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	11 279 696	8 209 223
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	530 820	298 274
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 933 739	1 848 498
Revenus reportés (note 11)	12	50 012	36 071
Dette à long terme (note 12)	13	16 199 068	14 714 583
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	90 228	109 262
Autres passifs (note 14)	15		
	16	18 803 867	17 006 688
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(7 524 171)	(8 797 465)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	36 744 951	35 751 385
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	65 747	58 817
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	367 454	196 236
	23	37 178 152	36 006 438
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	29 653 981	27 208 973
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	29 653 981	27 208 973
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	29 653 981	27 208 973
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
				Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 261 724)	2 445 008	(796 929)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(49 236)	3 068 983	1 530 992
Produit de cession	3	389	1 862 367	8 467
Amortissement	4	1 728 052	2 074 865	1 928 014
(Gain) perte sur cession	5	(389)	(1 861 815)	5 335
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	1 678 816	(993 566)	410 824
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(6 930)	(12 286)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12	20 300	(171 218)	(29 456)
	13	20 300	(178 148)	(41 742)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			3
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	437 392	1 273 294	(427 844)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(8 797 465)	(8 369 621)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(8 797 465)	(8 369 621)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(7 524 171)	(8 797 465)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
			Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 445 008	(796 929)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 074 865	1 928 014
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations	3.1	(1 861 815)	5 338
	4	2 658 058	1 136 423
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(745 789)	1 538 871
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(127 337)	167 847
Revenus reportés	8	13 941	(40 383)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(19 034)	9 225
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(6 930)	(12 286)
Autres actifs non financiers	12	(171 218)	(29 456)
	13	1 601 691	2 770 241
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 856 405)	(1 221 974)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	1 862 367	8 467
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(994 038)	(1 213 507)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(12 750)	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	(5 000)
Cession	22	10 000	
	23	(2 750)	(5 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 095 924	2 215 499
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 572 640)	(3 074 609)
Variation nette des emprunts temporaires	26	232 546	45 736
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(38 799)	(14 131)
Autres			
▪	28.1		
	29	1 717 031	(827 505)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 321 934	724 229
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 877 611	2 153 382
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 877 611	2 153 382
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	5 199 545	2 877 611

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de McMasterville (ci-après « la Ville »), auparavant constituée en vertu du Code municipal, est régie par la Loi sur les cités et villes depuis le 5 août 2023, date de publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)	2,595 %
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée-du-Richelieu (RIEVR)	5,7843 %
Régie d'assainissement des eaux de la Vallée-du-Richelieu (RAEVR)	7,4429 %
Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu (RISIVR)	6,9119 %
Régie intermunicipale de services animaliers de la Vallée-du-Richelieu (RISAVR)	4,2754 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

*Immobilisations corporelles*Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 15 ans
Ameublement et équipements de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	5 à 15 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Stock de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville et certains partenariats (RIEVR, RAEVR) et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par un partenariat (RISIVR) sont comptabilisés comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

RIPRSL

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

RIPRSL

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part. Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La Ville n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état consolidé de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la Ville avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la Ville au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 199 545	1 877 611
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		1 000 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	5 199 545	2 877 611
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	5 199 545	2 877 611
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	4 702 761	2 625 924
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	2 742 209	2 173 571

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à l'excédent de fonctionnement affecté, aux fonds réservés, aux revenus reportés relatifs au fonds de parcs et terrains de jeux, ainsi qu'au financement des investissements en cours non utilisé.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 369 691 \$ (340 780 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 234 213 \$ (153 165 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	396 067	329 541
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 754 128	4 077 926
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	132 816	182 859
Organismes municipaux	13	498 781	447 161
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	145 882	172 426
▪ Intérêts et autres	14.2	139 727	111 699
	15	6 067 401	5 321 612
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 075 605	3 193 823
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 075 605	3 193 823
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	24 092	14 149
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 782 862	3 982 850
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	606 610	5 634
Ministère de la Culture et des Communications	25	38 728	39 356
Autres ministères/organismes	26	325 928	50 086
	27	4 754 128	4 077 926

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,67 % à 4,56 % et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	12 750	10 000
Autres placements	34		
	35	12 750	10 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	12 750	10 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Le placement de portefeuille à titre d'investissement de la Ville est composé du « Fonds des municipalités pour la biodiversité ».

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 600 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (7,2 %; 6,45 % au 31 décembre 2022) et renouvelable en janvier 2027.

Partenariats

Les partenariats bénéficient d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 17 050 000 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel (7,2 %; 6,45 % au 31 décembre 2022) à un taux préférentiel moins 0,5 % (6,7 %; 5,95 % au 31 décembre 2022) et renouvelables annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	609 910	792 588
Salaires et avantages sociaux	42	457 841	460 881
Dépôts et retenues de garantie	43	729 082	480 372
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus et autres crédoeurs	45.1	136 906	114 657
	46	1 933 739	1 848 498

Note

Au cours de l'exercice, la Ville et un partenariat ont acquis des immobilisations corporelles, dont un montant de 521 596 \$ (309 018 \$ au 31 décembre 2022) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	13 294	18 441
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	12 188	3 827
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres revenus/subventions perçus d'avance	60.1	24 530	13 803
	61	50 012	36 071

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,77	2024	2038	62	15 771 285	14 181 656
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	1,30	3,30	2024	2026	67	207 067	241 923
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,08	2,15	2026	2042	68	308 876	340 365
Autres					69		
					70	16 287 228	14 763 944
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(88 160)	(49 361)
					72	16 199 068	14 714 583

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		3 391 680	32 065	31 705	3 455 450
2025	74		3 268 447	32 717		3 301 164
2026	75		2 471 054	31 610	175 362	2 678 026
2027	76		1 925 593	26 046		1 951 639
2028	77		4 468 089	20 390		4 488 479
2029 et plus	78		246 422	166 048		412 470
	79		15 771 285	308 876	207 067	16 287 228
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		15 771 285	308 876	207 067	16 287 228

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (90 228)	(109 262)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (90 228)	(109 262)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 90 942	171 568
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88 194 413	119 572
Régimes de retraite des élus municipaux	89 24 070	23 099
	90 309 425	314 239

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	11 135 365	432 487		11 567 852
Eaux usées	103	16 038 142	8 637		16 046 779
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	12 736 211	995 002		13 731 213
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	105.1	6 234 355	1 025 704		7 260 059
▪ Autres infrastructures	105.2	1 029 989	104 257		1 134 246
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	12 232 905	193 741		12 426 646
Améliorations locatives	108	788 168	2 481		790 649
Véhicules	109	1 536 638	59 558	14 138	1 582 058
Ameublement et équipement de bureau	110	1 171 445	48 613	3 889	1 216 169
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 744 900	101 246	51	2 846 095
Terrains	112	375 277		1	375 276
Autres	113	15 000			15 000
	114	66 038 395	2 971 726	18 079	68 992 042
Immobilisations en cours	115	1 585 060	97 257		1 682 317
	116	67 623 455	3 068 983	18 079	70 674 359
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	5 317 572	339 605		5 657 177
Eaux usées	118	7 392 857	331 642		7 724 499
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	5 936 336	367 191		6 303 527
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	120.1	3 079 944	403 231		3 483 175
▪ Autres infrastructures	120.2	472 537	53 477		526 014
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	5 537 522	307 067		5 844 589
Améliorations locatives	123	37 936	3 048		40 984
Véhicules	124	916 452	102 772	13 587	1 005 637
Ameublement et équipement de bureau	125	983 876	53 234	3 889	1 033 221
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 197 038	113 598	51	2 310 585
Autres	127				
	128	31 872 070	2 074 865	17 527	33 929 408
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	35 751 385			36 744 951
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	478 634			478 634
Amortissement cumulé	131	(111 537)	(33 376)	()	(144 913)
Valeur comptable nette	132	367 097			333 721

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Divers frais payés d'avance	144.1	217 742
Autres		
▪ Frais reportés	145.1	117
▪ Avance sur acquisition d'une immobilisation	145.2	149 712
	146	367 454
		196 236

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en 2028, la Ville s'est engagée à verser une somme totale de 1 391 202 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices les sommes suivantes :

2024	845 615 \$
2025	291 589 \$
2026	195 626 \$
2027	29 567 \$
2028	28 805 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La quote-part de la Ville dans des contrats de location d'équipements et d'immeubles échéant à différentes dates en vertu desquels la RIPRSL s'est engagée pour les 5 prochains exercices totalise 30 720 \$. La quote-part annuelle de la Ville se détaille comme suit :

2024	10 240 \$
2025	10 240 \$
2026	10 240 \$
2027	0 \$
2028	0 \$

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur les emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 720 205 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions est le suivant :

2024	93 690 \$
2025	87 725 \$
2026	81 538 \$
2027	75 122 \$
2028	68 465 \$

La Ville reçoit annuellement du ministère de la Culture et des Communications des subventions pour le financement de projets d'immobilisations corporelles.

L'échéancier de ces subventions est le suivant :

2024	1 337 \$
2025	589 \$

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux et diverses ententes échéant à différentes dates jusqu'en 2033, prévoyant la perception des revenus totalisant 236 706 \$.

Les revenus à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à :

2024	57 113 \$
2025	67 499 \$
2026	34 094 \$
2027	22 526 \$
2028	17 975 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 132 245 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Communauté métropolitaine de Montréal. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 63 820 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain (exo). Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 204 000 \$ et 473 000 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

La RIPRSL assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour les employés cadres.

C) Poursuites**RIPRSL**

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice alors en cours.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 124 000\$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 1 040 000\$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice alors en cours.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 4 650 000\$ qui a été intentée par trois citoyens suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Ville a corrigé rétrospectivement la comptabilisation des contributions des promoteurs et les immobilisations corporelles rattachées qui n'avaient pas été comptabilisées.

Cette correction a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, les ajustements suivants:

	Augmentation (diminution)
État de la situation financière	
Immobilisations corporelles	456 810
Excédent accumulé	456 810
État des résultats	
Transport	10 014
Hygiène du milieu	7 555
Excédent de l'exercice	(17 569)
Excédent accumulé au début de l'exercice	474 379
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	456 810

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit

Les actifs financiers en souffrance totalisent 400 808 \$ (420 829 \$ au 31 décembre 2022), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 7 307 \$ (aucune au 31 décembre 2022).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 809 943 \$	123 796 \$	-	-
Emprunts temporaires	530 820 \$	-	-	-
Dette à long terme	3 855 302 \$	8 684 782 \$	4 890 425 \$	246 421 \$
Total	6 196 065 \$	8 808 578 \$	4 890 425 \$	246 421 \$

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 500 000 \$ (300 000 \$ en 2022). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27. Présentation modifiée - Exercice antérieur

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Le principal reclassement effectué, au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date, est le suivant:

- Reclassement de 213 967 \$ des revenus de transfert en diminution des dépenses d'hygiène du milieu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Total consolidé ¹
		Redressé note 23			Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	7 478 549	8 038 451	8 084 590		8 084 590
Compensations tenant lieu de taxes	2	282 488	279 018	280 427		280 427
Quotes-parts	3				2 534 987	
Transferts	4	222 720	193 656	249 910	7 565	257 475
Services rendus	5	516 220	475 701	579 251	109 240	688 491
Imposition de droits	6	978 267	385 120	1 794 331	12 809	1 807 140
Amendes et pénalités	7	10 308	8 000	10 328	134 734	145 062
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	139 390	110 000	216 508	33 731	250 239
Autres revenus	10	9 611	11 920	1 896 468	62 376	1 958 844
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	9 637 553	9 501 866	13 111 813	2 895 442	13 472 268
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	(39 038)		199 800	389 230	589 030
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18	57 830		32 224	18 208	50 432
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	18 792		232 024	407 438	639 462
	22	9 656 345	9 501 866	13 343 837	3 302 880	14 111 730
Charges						
Administration générale	23	1 612 495	1 799 241	1 793 546	64 701	1 858 247
Sécurité publique	24	1 801 385	1 890 867	1 888 105	2 161 856	2 245 038
Transport	25	1 357 219	1 438 045	1 433 490	470 266	1 903 756
Hygiène du milieu	26	1 551 071	1 660 308	1 743 119	552 637	2 239 256
Santé et bien-être	27	3 720	4 322	4 322	8 750	13 072
Aménagement, urbanisme et développement	28	454 454	534 379	580 996		580 996
Loisirs et culture	29	1 418 590	1 509 690	1 716 381	670 399	2 386 780
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	324 930	365 281	372 153	67 424	439 577
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 607 910	1 700 000	1 766 753 (	1 766 753)	
	34	10 131 774	10 902 133	11 298 865	2 902 844	11 666 722
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(475 429)	(1 400 267)	2 044 972	400 036	2 445 008

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 23				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(475 429)	(1 400 267)	2 044 972	400 036	2 445 008
Moins : revenus d'investissement	2	(18 792)	()	(232 024)	(407 438)	(639 462)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(494 221)	(1 400 267)	1 812 948	(7 402)	1 805 546
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 625 479	1 700 000	1 766 753	308 112	2 074 865
Produit de cession	5	580		1 857 946	4 421	1 862 367
(Gain) perte sur cession	6	(580)		(1 857 945)	(3 870)	(1 861 815)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 625 479	1 700 000	1 766 754	308 663	2 075 417
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(570 216)	(516 300)	(461 269)	(158 170)	(619 439)
	18	(570 216)	(516 300)	(461 269)	(158 170)	(619 439)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(13 153)	(10 000)	(118 978)	(47 997)	(166 975)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				18 431	18 431
Excédent de fonctionnement affecté	21	577 360	266 228	574 854	8 225	583 079
Réserves financières et fonds réservés	22	(17 216)	(39 661)	(1 604 888)	(29 340)	(1 634 228)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(3 581)	(3 581)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	546 991	216 567	(1 149 012)	(54 262)	(1 203 274)
	26	1 602 254	1 400 267	156 473	96 231	252 704
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 108 033		1 969 421	88 829	2 058 250

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	18 792	232 024	407 438	639 462
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	31 282)(	194 105)(	) (	194 105)
Sécurité publique	3 (	) (	) (	629 775)(	629 775)
Transport	4 (	275 371)(	1 039 224)(	) (	1 039 224)
Hygiène du milieu	5 (	139 139)(	545 465)(	73 661)(	619 126)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	) (	)
Loisirs et culture	8 (	1 008 751)(	586 753)(	) (	586 753)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	1 454 543)(	2 365 547)(	703 436)(	3 068 983)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	12 750)(	) (	12 750)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		2 220 644	92 924	2 313 568
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	13 153	118 978	47 997	166 975
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	471 057	598 545		598 545
Réserves financières et fonds réservés	18	114 361	288 716	73 241	361 957
	19	598 571	1 006 239	121 238	1 127 477
	20	(855 972)	848 586	(489 274)	359 312
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(837 180)	1 080 610	(81 836)	998 774

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 23			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 456 621	4 832 207	367 338	5 199 545
Débiteurs (note 5)	2	4 539 094	5 015 348	1 065 509	6 067 401
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	213 230	215 980		12 750
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	7 208 945	10 063 535	1 432 847	11 279 696
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			530 820	530 820
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 392 754	1 409 394	537 801	1 933 739
Revenus reportés (note 11)	12	36 071	44 671	5 341	50 012
Dette à long terme (note 12)	13	12 612 322	14 173 916	2 025 152	16 199 068
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14			90 228	90 228
Autres passifs (note 14)	15				
	16	14 041 147	15 627 981	3 189 342	18 803 867
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 832 202)	(5 564 446)	(1 756 495)	(7 524 171)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	30 220 395	30 819 187	5 925 764	36 744 951
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	54 002	60 231	5 516	65 747
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	176 679	348 874	18 580	367 454
	23	30 451 076	31 228 292	5 949 860	37 178 152
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	1 108 033	1 553 421	136 007	1 689 428
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 194 586	2 335 220	16 494	2 351 714
Réserves financières et fonds réservés	26	133 910	1 660 082	99 132	1 759 214
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	19 644) (	19 644)
Financement des investissements en cours	28	(635 637)	444 973	(96 887)	348 086
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	20 817 982	19 670 150	4 058 263	23 525 183
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	23 618 874	25 663 846	4 193 365	29 653 981
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Redressé note 23					
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	2 572 637	2 515 824	4 069 779	3 623 709
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	604 494	576 083	964 911	909 687
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	20 480	19 922	19 922	21 301
Autres biens et services	8	1 876 357	2 130 453	2 708 216	2 516 973
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	245 621	249 462	309 066	266 764
D'autres organismes municipaux	10	27 000	28 488	28 488	23 798
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	84 000	85 635	85 635	85 689
D'autres tiers	12				95
Autres frais de financement	13	8 660	8 568	16 388	18 444
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 723 355	3 872 524	1 337 537	1 239 116
Transferts	15				
Autres	16	15 458	14 425	14 425	14 642
Autres					
Transferts	17				6 632
Autres	18	24 071	30 728	37 490	15 637
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 700 000	1 766 753	2 074 865	1 928 014
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	10 902 133	11 298 865	11 666 722	10 670 501

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 689 428	1 157 751
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 351 714	2 260 824
Réserves financières et fonds réservés	3	1 759 214	251 316
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	19 644)(	23 225)
Financement des investissements en cours	5	348 086	(650 684)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	23 525 183	24 212 991
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 653 981	27 208 973
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 553 421	1 108 033
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	136 007	49 718
	11	1 689 428	1 157 751
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Gestion immobilière	12.1	196 029	152 740
▪ Gestion administrative / gestion des ressources humaines	12.2	326 153	381 779
▪ Parcs municipaux	12.3	642 896	660 837
▪ Fonds vert et aménagements urbains	12.4	445 495	297 968
▪ Autres	12.5	308 647	671 262
▪ BUDGET DE FONCTIONNEMENT EXERCICE SUIVANT	12.6	416 000	30 000
	13	2 335 220	2 194 586
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RIPRSL	14.1	5 052	46 571
▪ RISIVR	14.2		8 225
▪ RISAVR	14.3	11 442	11 442
	15	16 494	66 238
	16	2 351 714	2 260 824

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	343 144	103 483
Organismes contrôlés et partenariats	22	64 459	79 983
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24	18 908	37 423
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26	15 765	
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	41 923	30 427
Autres			
▪ Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	30.1	1 275 015	
	31	1 759 214	251 316
	32	1 759 214	251 316

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	8 927)(	10 458)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	10 717)(	12 767)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39	19 644)(	23 225)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(	)
Autres			
▪	44.1 (	)(	)
	45 (	19 644)(	23 225)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	46 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	48 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(	)
Autres			
▪	50.1 (	)(	)
	51 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(	)
Autres			
▪	56.1 (	)(	)
	57 (	)(	)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
▪	62.1		
	63		
	64 (	19 644)(	23 225)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	558 411	89 155
Investissements à financer	66 (	210 325)(	739 839)
	67	348 086	(650 684)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	36 744 951	35 751 385
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	12 750	10 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	36 757 701	35 761 385
Ajustements aux éléments d'actif	74	(20 895)	21 727
	75	36 736 806	35 783 112
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	16 199 068)(	14 714 583)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	88 160)(	49 361)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	3 075 605	3 193 823
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	13 211 623)(	11 570 121)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)(	)
	83 (	13 211 623)(	11 570 121)
	84	23 525 183	24 212 991

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Pour la description détaillée, se référer au rapport financier 2022 de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL) - Code géographique R4019.

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(109 262)	(100 037)
Charge de l'exercice	4 (	90 942)(	171 568)
Cotisations versées par l'employeur	5	109 976	162 343
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(90 228)	(109 262)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	4 192 845	4 003 403
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	4 287 485)(	4 070 258)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(94 640)	(66 855)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	4 412	(42 407)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(90 228)	(109 262)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(90 228)	(109 262)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	4 192 845	4 003 403
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	4 287 485)(	4 070 258)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	94 640)(	66 855)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	164 186	176 953
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		64 174
	20	164 186	241 127
Cotisations salariales des employés	21 (	83 092)(	88 853)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	81 094	152 274
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	2 063	9 199
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		(1 894)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	83 157	159 579
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	237 001	216 760
Rendement espéré des actifs	32 (	229 216)(	204 771)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	7 785	11 989
Charge de l'exercice	34	90 942	171 568
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	171 078	149 776
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	229 216)(	204 771)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(58 138)	(54 995)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	9 256	141 869
Prestations versées au cours de l'exercice	39	174 703	145 242
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	4 149 146	3 790 049
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	76 241	82 495
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	63 915	77 694
DMERCA du nouveau volet	45	16	15
DMERCA de l'ancien volet	46	11	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	34	34
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,85 %	5,71 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,71 %	5,37 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,79 %	2,79 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements
S.O.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 4

Description des régimes et autres renseignements**Ville de McMasterville :**

REER collectif:

Cols bleus, cols blancs, cadres: employé 8% ; employeur 8%

Partenariats:**RIEVR :**

REER collectif

Cols bleus: employé 8% ; employeur 8%

Cadres: employé 9% ; employeur 9%

RAEVR :

REER collectif

Cadres: employé 9% ; employeur 9%

RISIVR :

RRS

Pompiers et cadres réguliers: employé 9% ; employeur 9%

Pompiers à temps partiel: le taux de contribution varie selon la municipalité de provenance.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	42 086	
REER	114	130 883	100 361
Autres régimes	115	21 444	19 211
	116	194 413	119 572

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Ville de McMasterville: Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	5 441	5 089
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	18 335	17 149
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 735	5 950
	121	24 070	23 099

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 688 668	5 715 722	5 164 131
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 688 668	5 715 722	5 164 131
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	759 480	765 492	759 876
Égout	13	722 372	728 927	711 446
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	836 931	844 353	814 336
Autres	16.1			
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000	30 096	28 760
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 349 783	2 368 868	2 314 418
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	2 349 783	2 368 868	2 314 418
	27	8 038 451	8 084 590	7 478 549

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	33 255	33 332	34 568
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	245 763	247 095	247 920
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	279 018	280 427	282 488
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	279 018	280 427	282 488

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49		1 980	
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	33 700	34 165	37 271
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54	280	286	300
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		5 585	5 915
Réseau de distribution de l'eau potable	63	14 300	14 517	15 837
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65	31 350	31 792	34 887
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	500	500	
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79	11 900	11 900	
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	19 814	43 541	38 835
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	990	19 988	19 524
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	100 434	156 689	164 254
				152 569

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88		389 230	
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111	8 333	8 333	
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	191 467	191 467	(39 038)
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	199 800	589 030	(39 038)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	93 222	93 221	93 221
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				76 066
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	93 222	93 221	93 221
TOTAL DES TRANSFERTS	136	193 656	449 710	846 505

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142		13 448	11 244
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145		13 448	11 244
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152		12 405	11 236
Réseau de distribution de l'eau potable	153	11 000	10 901	10 554
Traitement des eaux usées	154			4 068
Réseaux d'égout	155	3 000	4 303	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	14 000	15 204	25 858

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	114 582	116 217	116 217
Activités culturelles				113 855
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176	114 582	116 217	116 217
				113 855
Réseau d'électricité	177			
	178	128 582	131 421	157 274
				150 957

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	2 750	4 686	8 005
	182	2 750	4 686	8 005
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184		8 525	3 670
Sécurité civile	185			
Autres	186		74 862	78 535
	187		83 387	82 205
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	9 309	9 019	8 045
Enlèvement de la neige	189	12 264	14 514	12 642
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	21 573	23 533	20 687
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			5 890
Réseau de distribution de l'eau potable	198	9 819	9 819	
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200	6 500	6 500	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	16 319	16 319	5 890

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210	32 591	32 591	32 591	32 591
	211	32 591	32 591	32 591	32 591
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212				
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215				
	216				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	290 205	370 701	370 701	320 570
Activités culturelles					
Bibliothèques	218				
Autres	219				
	220	290 205	370 701	370 701	320 570
Réseau d'électricité	221				
	222	347 119	447 830	531 217	469 948
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	475 701	579 251	688 491	620 905

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	224	27 170	38 727	51 536	42 900
Droits de mutation immobilière	225	354 000	1 749 045	1 749 045	944 165
Droits sur les carrières et sablières	226				
Autres	227	3 950	6 559	6 559	6 240
	228	385 120	1 794 331	1 807 140	993 305
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	229	8 000	10 328	145 062	115 822
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	230				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	231	110 000	216 508	250 239	154 660
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		1 857 945	1 861 815	(5 335)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235				
Contributions des promoteurs	236				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237				
Contributions des organismes municipaux	238				
Autres contributions	239			17 654	
Redevances réglementaires	240				
Autres	241	11 920	70 747	129 807	43 581
	242	11 920	1 928 692	2 009 276	38 246
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	243				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	254 219	249 653	9 705	259 358	259 358	236 519
Greffé et application de la loi	2	369 673	349 442	16 176	365 618	365 618	321 927
Gestion financière et administrative	3	617 272	646 893	19 410	666 303	666 303	568 823
Évaluation	4	62 719	62 719		62 719	62 719	65 144
Gestion du personnel	5	35 416	13 973		13 973	13 973	22 845
Autres							
▪ Communications et Autres	6.1	459 942	470 866	19 410	490 276	490 276	452 676
	7	1 799 241	1 793 546	64 701	1 858 247	1 858 247	1 667 934
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 074 230	1 073 326		1 073 326	1 363 645	1 283 942
Sécurité incendie	9	706 089	706 089		706 089	752 645	721 855
Sécurité civile	10	41 476	40 964		40 964	40 964	47 137
Autres	11	69 072	67 726		67 726	87 784	80 607
	12	1 890 867	1 888 105		1 888 105	2 245 038	2 133 541
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	518 127	550 307	205 054	755 361	755 361	670 497
Enlèvement de la neige	14	357 746	308 003	220 580	528 583	528 583	500 225
Éclairage des rues	15	43 849	46 894	12 553	59 447	59 447	56 774
Circulation et stationnement	16	34 670	32 240	25 172	57 412	57 412	64 235
Transport collectif							
Transport en commun	17	483 653	496 046	6 907	502 953	502 953	475 255
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	1 438 045	1 433 490	470 266	1 903 756	1 903 756	1 766 986

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2023	2022	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	310 982	310 982	13 365	324 347	305 781	287 953
Réseau de distribution de l'eau potable	23	199 224	168 686	254 938	423 624	423 624	440 706
Traitement des eaux usées	24	258 809	419 081		419 081	381 147	389 919
Réseaux d'égout	25	173 892	147 454	269 579	417 033	417 033	436 726
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	330 745	301 762		301 762	301 762	290 516
Élimination	27						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	38 819	60 736		60 736	60 736	(3 305)
Tri et conditionnement	29						
Matières organiques							
Collecte et transport	30	143 823	143 823	11 337	155 160	155 160	145 084
Traitement	31	148 234	148 234		148 234	148 234	147 333
Matériaux secs	32						
Autres	33	7 000	8 252		8 252	8 252	6 580
Plan de gestion	34						
Autres	35						
Cours d'eau	36						
Protection de l'environnement	37	46 280	32 585	3 418	36 003	36 003	61 451
Autres	38	2 500	1 524		1 524	1 524	3 145
	39	1 660 308	1 743 119	552 637	2 295 756	2 239 256	2 206 108
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40						
Sécurité du revenu	41						
Autres	42	4 322	4 322	8 750	13 072	13 072	12 470
	43	4 322	4 322	8 750	13 072	13 072	12 470

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2023	2022	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	534 379	523 442	523 442	523 442	454 454	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47		57 554	57 554	57 554		
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50						
	51	534 379	580 996	580 996	580 996	454 454	
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	325 186	380 817	72 751	453 568	364 768	
Patinoires intérieures et extérieures	53	220 748	320 689	200 090	520 779	427 847	
Piscines, plages et ports de plaisance	54	159 356	151 798	55 267	207 065	225 677	
Parcs et terrains de jeux	55	643 107	671 392	313 704	985 096	832 394	
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57	42 509	42 890	42 890	42 890	40 795	
Autres	58	49 624	50 873	50 873	50 873	55 426	
	59	1 440 530	1 618 459	641 812	2 260 271	1 946 907	
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	10 306	28 386	28 386	28 386	9 655	
Bibliothèques	61	58 854	69 536	28 587	98 123	77 656	
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64						
	65	69 160	97 922	28 587	126 509	87 311	
	66	1 509 690	1 716 381	670 399	2 386 780	2 034 218	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	334 420	344 442		344 442	403 366	354 883
Autres frais	69	22 201	19 143		19 143	19 823	21 463
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70					7 785	11 939
Autres	71	8 660	8 568		8 568	8 603	6 505
	72	365 281	372 153		372 153	439 577	394 790
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 700 000	1 766 753 (	1 766 753)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	441 675	441 675	39 423
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		48 961	
Conduites d'égout	4	31 878	31 878	99 717
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 025 035	1 025 035	157 347
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	478 448	478 448	712 932
Autres infrastructures	11	105 438	105 438	71 758
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	186 767	769 362	118 535
Édifices communautaires et récréatifs	14			57 128
Améliorations locatives	15		2 481	391
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	5 249	64 807	132 222
Ameublement et équipement de bureau	18	44 377	48 613	61 895
Machinerie, outillage et équipement divers	19	46 680	52 285	79 644
Terrains	20			
Autres	21			
	22	2 365 547	3 068 983	1 530 992

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	441 675	441 675	39 423
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		48 961	
Conduites d'égout	4	31 878	31 878	99 717
Autres infrastructures	5	1 608 921	1 608 921	942 037
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	283 073	937 548	449 815
	12	2 365 547	3 068 983	1 530 992

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	37 591		2 917	34 674
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 842 428	3 701 868	1 967 695	12 576 601
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	10 880 019	3 701 868	1 970 612	12 611 275
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 193 823	1 102 156	1 220 374	3 075 605
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 193 823	1 102 156	1 220 374	3 075 605
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 193 823	1 102 156	1 220 374	3 075 605
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	690 102	291 900	381 654	600 348
	18	3 883 925	1 394 056	1 602 028	3 675 953
	19	14 763 944	5 095 924	3 572 640	16 287 228
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	14 763 944	5 095 924	3 572 640	16 287 228

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	14 258 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	101 113
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 893 782
Autres montants	9	596 348
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	246 663
Autres		
▪ Montant qui ne fera pas l'objet d'un emprunt à LT	11.1	2 487
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	10 620 633
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	2 008 624
Endettement net à long terme	14	12 629 257
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 132 245
Communauté métropolitaine	16	63 820
Autres organismes	17	677 000
Endettement total net à long terme	18	14 502 322
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	14 502 322
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	62 719	62 719	62 719	60 674
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4	1 043 230	1 043 230	(73 595)	(42 394)
Sécurité incendie	5	706 089	706 089	10 011	24 355
Sécurité civile	6				
Autres	7	30 022	30 022	(761)	(1 776)
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	467 453	467 453	467 453	450 649
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	569 791	730 064	38 763	24 422
Matières résiduelles	12	660 621	651 412	651 412	557 584
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21	183 430	181 535	181 535	165 602
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	3 723 355	3 872 524	1 337 537	1 239 116

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 353 960	1 454 543
Frais de financement	4	11 587	
Autres	5		
	6	2 365 547	1 454 543

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,64	35,00	17 879,00	1 019 406	242 364	1 261 770
Professionnels	2						
Cols blancs	3	12,53	32,50	21 532,00	650 217	144 258	794 475
Cols bleus	4	13,62	40,00	28 539,00	685 296	122 785	808 081
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	35,79		67 950,00	2 354 919	509 407	2 864 326
Élus	9	7,00			160 905	66 676	227 581
	10	42,79			2 515 824	576 083	3 091 907

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	14 517				14 517
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	31 792				31 792
Autres	6	175 994	191 467	4 773	31 167	403 401
	7	222 303	191 467	4 773	31 167	449 710

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	8 568	6 424
	4	8 568	6 424
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	127 035	105 035
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	350	307
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	127 385	105 342
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	52 696	44 738
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	111 315	102 305
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	164 011	147 043
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		8
	30		8
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	72 189	66 113
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	72 189	66 113
Réseau d'électricité	40		
	41	372 153	324 930

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Martin Dulac	1.1	Maire	33 101	16 551	29 031	1 656
Robert Pelletier - District 1	1.2	Conseiller	10 616	5 308	1 669	726
Robert Pelletier - District 1	1.3	Maire suppléant	1 787	893		
Jean-Guy Lévesque - District 2	1.4	Conseiller	11 034	5 517	481	187
Jean-Guy Lévesque - District 2	1.5	Maire suppléant	552	276		
Frédéric Lavoie - District 3	1.6	Conseiller	11 034	5 517	1 349	674
Frédéric Lavoie - District 3	1.7	Maire suppléant	552	276		
Magalie Taillon - District 4	1.8	Conseiller	11 034	5 517	400	200
Magalie Taillon - District 4	1.9	Maire suppléant	552	276		
Tanya Czinkan - District 5	1.10	Conseiller	11 034	5 517		
Tanya Czinkan - District 5	1.11	Maire suppléant	552	276		
François Jean - District 6	1.12	Conseiller	11 034	5 517	231	
François Jean - District 6	1.13	Maire suppléant	552	276		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 8 361 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 692 182 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

35 ☐ ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

46 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

 Systèmes de drainage

51 _____ \$

 Abords de routes

52 _____ \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-321
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-09-09
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 2
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 381
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 2
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-08-19

Nom du signataire : Me Marie-Josée Bédard

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2024-08-20

Date et heure de la dernière modification : 2024-08-20 10:14

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	9 637 553	9 501 866	13 111 813	2 895 442	13 472 268
Investissement	2	18 792		232 024	407 438	639 462
	3	9 656 345	9 501 866	13 343 837	3 302 880	14 111 730
Charges	4	10 131 774	10 902 133	11 298 865	2 902 844	11 666 722
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(475 429)	(1 400 267)	2 044 972	400 036	2 445 008
Moins : revenus d'investissement	6 (	18 792)(	) (	232 024)(	407 438)(	639 462)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(494 221)	(1 400 267)	1 812 948	(7 402)	1 805 546
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 625 479	1 700 000	1 766 753	308 112	2 074 865
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	570 216)(	516 300)(	461 269)(	158 170)(	619 439)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	13 153)(	10 000)(	118 978)(	47 997)(	166 975)
Excédent (déficit) accumulé	12	560 144	226 567	(1 030 034)	(6 265)	(1 036 299)
Autres éléments de conciliation	13			1	551	552
	14	1 602 254	1 400 267	156 473	96 231	252 704
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 108 033		1 969 421	88 829	2 058 250

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 456 621	4 832 207	5 199 545
Débiteurs	2	4 539 094	5 015 348	6 067 401
Placements de portefeuille	3	213 230	215 980	12 750
Autres	4			10 000
	5	7 208 945	10 063 535	11 279 696
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	12 612 322	14 173 916	16 199 068
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			90 228
Autres	9	1 428 825	1 454 065	2 514 571
	10	14 041 147	15 627 981	18 803 867
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 832 202)	(5 564 446)	(7 524 171)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	30 220 395	30 819 187	36 744 951
Autres	13	230 681	409 105	433 201
	14	30 451 076	31 228 292	37 178 152
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 108 033	1 553 421	1 689 428
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 194 586	2 335 220	2 351 714
Réserves financières et fonds réservés	17	133 910	1 660 082	1 759 214
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	)	)	19 644)
Financement des investissements en cours	19	(635 637)	444 973	348 086
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	20 817 982	19 670 150	23 525 183
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	23 618 874	25 663 846	29 653 981

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Gestion immobilière	1.1	196 029	152 740
▪ Gestion administrative / gestion des ressources humaines	1.2	326 153	381 779
▪ Parcs municipaux	1.3	642 896	660 837
▪ Fonds vert et aménagements urbains	1.4	445 495	297 968
▪ Autres	1.5	308 647	671 262
▪ BUDGET DE FONCTIONNEMENT EXERCICE SUIVANT	1.6	416 000	30 000
	2	2 335 220	2 194 586
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	16 494	66 238
	4	2 351 714	2 260 824
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	343 144	103 483
Organismes contrôlés et partenariats	8	64 459	79 983
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10	34 673	37 423
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	41 923	30 427
Autres			
▪ Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	14.1	1 275 015	
	15	1 759 214	251 316
	16	4 110 928	2 512 140

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	10 620 633
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	14 502 322

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	34 674	37 591
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	12 576 601	10 842 428
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 075 605	3 193 823
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	600 348	690 102
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	16 287 228	14 763 944

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	7 478 549	8 038 451	8 084 590	8 084 590
Compensations tenant lieu de taxes	13	282 488	279 018	280 427	280 427
Quotes-parts	14				
Transferts	15	222 720	193 656	249 910	257 475
Services rendus	16	516 220	475 701	579 251	688 491
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	988 575	393 120	1 804 659	1 952 202
Autres	18	149 001	121 920	2 112 976	2 209 083
	19	9 637 553	9 501 866	13 111 813	13 472 268
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	(39 038)		199 800	589 030
Autres	23	57 830		32 224	50 432
	24	18 792		232 024	639 462
	25	9 656 345	9 501 866	13 343 837	14 111 730

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	1 799 241	1 793 546	64 701	1 858 247	1 858 247	1 667 934
Sécurité publique							
Police	2	1 074 230	1 073 326		1 073 326	1 363 645	1 283 942
Sécurité incendie	3	706 089	706 089		706 089	752 645	721 855
Autres	4	110 548	108 690		108 690	128 748	127 744
Transport							
Réseau routier	5	954 392	937 444	463 359	1 400 803	1 400 803	1 291 731
Transport collectif	6	483 653	496 046	6 907	502 953	502 953	475 255
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	942 907	1 046 203	537 882	1 584 085	1 527 585	1 555 304
Matières résiduelles	9	668 621	662 807	11 337	674 144	674 144	586 208
Autres	10	48 780	34 109	3 418	37 527	37 527	64 596
Santé et bien-être	11	4 322	4 322	8 750	13 072	13 072	12 470
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	534 379	523 442		523 442	523 442	454 454
Promotion et développement économique	13		57 554		57 554	57 554	
Autres	14						
Loisirs et culture	15	1 509 690	1 716 381	670 399	2 386 780	2 386 780	2 034 218
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	365 281	372 153		372 153	439 577	394 790
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	9 202 133	9 532 112	1 766 753	11 298 865	11 666 722	10 670 501
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 700 000	1 766 753 (	1 766 753)			
	21	10 902 133	11 298 865		11 298 865	11 666 722	10 670 501

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Réalisations 2023		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	18 792	232 024	407 438	639 462
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 454 543)(	2 365 547)(	703 436)(	3 068 983)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	12 750)(	)(	12 750)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		2 220 644	92 924	2 313 568
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	13 153	118 978	47 997	166 975
Excédent accumulé	6	585 418	887 261	73 241	960 502
	7	(855 972)	848 586	(489 274)	359 312
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(837 180)	1 080 610	(81 836)	998 774

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14